

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 10/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALDOIE MICA SAS

9 avenue Georges Charpentier
90300 Valdoie

Références : UID257090/SPR/GV/ST 2023 - 1010C
Code AIOT : 0012400003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2023 dans l'établissement VALDOIE MICA SAS implanté 9 avenue Georges Charpentier 90300 Valdoie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action "Sécheresse" et le passage au niveau d'Alerte pour le sous-bassin de l'Allan dans le Territoire de Belfort pris par l'arrêté préfectoral n° 90-2023-06-19-00004 du 19 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALDOIE MICA SAS
- 9 avenue Georges Charpentier 90300 Valdoie
- Code AIOT : 0012400003
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Valdoie Mica SAS est spécialisée dans la fabrication de papier mica obtenu à la suite de

deux étapes principales :

- la fabrication de la « pulpe » de mica (nom donné à la suspension dans l'eau de paillettes de mica de dimension inférieure à 2 mm et d'épaisseur comprise entre 10 et 100 microns) ;
- la fabrication du papier mica sans liant, conditionné en bobines.

1000 tonnes de papier à base de mica sont fabriquées par an pour l'isolation thermique et électrique, destiné au client exclusif VonRoll en Suisse.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvement d'eau,
- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------|--|--|--|-----------------------|
| 5 | Exemption AP Cadre | Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3 | / | Lettre de suite préfectorale | 4 mois |
| 8 | Exemption AM | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3 | / | Lettre de suite préfectorale | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Approvisionnement en eau - ajustement | Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 4.1.1 alinéas 3 et 4 | / | Sans objet |
| 2 | Approvisionnement en eau | Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 4.1.1 alinéas 1 et 2 | / | Sans objet |
| 3 | Adaptations des prélèvements en cas de sécheresse | Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 4.1.5 | / | Sans objet |
| 4 | Études de recyclage | Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 4.1.4 | / | Sans objet |
| 6 | Registre | Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3 | / | Sans objet |
| 7 | Applicabilité AM sécheresse | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a mis en évidence que :

- la société respecte les dispositions visant à limiter en cas de sécheresse les prélèvements d'eau dans la Savoureuse imposées par l'arrêté préfectoral du 20 février 2015 (art.4.1.5);
- l'exploitant doit apporter des éléments plus précis pour justifier que l'exploitation des installations de son site est exemptée des réductions prescrites par l'AP cadre interdépartemental n° 2023_06_15_00002 du 12 juin 2023 relatif à la mise en place des principes communs de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le sous bassin de l'Allan et de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de

l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Approvisionnement en eau - ajustement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 4.1.1 alinéas 3 et 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, approvisionnement en eau |
| Prescription contrôlée : Les débits de prélèvement fixés ci-dessus ayant été calculés pour un MIA au droit du site de 2,937 m ³ /s, la société SAMICA devra recalculer, avant le 1er février de chaque année, le nouveau MIASAMICA sur la base des données fournies par le site : www.hydro.eaufrance.fr/ et la formule de calcul qui a été utilisée pour déterminer la valeur de 2,937 m ³ /s pour le MIA au droit du site au moment de la signature du présent arrêté. Si ce calcul indique que le MIASAMICA est devenu inférieur à 2,65 m ³ /s, alors cela constituera une modification notable des éléments du dossier de demande d'autorisation et l'exploitant devra, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, en informer le Préfet avec tous les éléments d'appréciation avant le 30 avril de l'année considérée. |
| Constats : L'exploitant recalcule chaque début d'année le Module Inter Annuel (MIA) au droit du site. Jusqu'à présent la valeur calculée est demeurée supérieure à 2,65 m ³ /s. [En 2015, au niveau de la station de GIROMAGNY, le MIA était de 1,48 m ³ /s. au début de l'année de 2023, il était de 1,45 m ³ /s.] |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Approvisionnement en eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 4.1.1 alinéas 1 et 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, approvisionnement en eau |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées : <ul style="list-style-type: none">• pour le prélèvement d'eau potable dans le réseau d'eau public pour environ 500 m³ annuel ;• pour le prélèvement dans la rivière « La Savoureuse », dont le code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) est FRDR628a :<ul style="list-style-type: none">• Si le débit de la Savoureuse au droit du point de prélèvement de SAMICA (DSavoureuse) est supérieur au 1/30ème du Module Interannuel de la Savoureuse au droit de la zone de prélèvement (MIASAMICA), avec un débit maximal journalier de prélèvement fixé à 4800 m³/j ;• Si (MIASAMICA)/30 ≥ Dsavoureuse > (MIASAMICA)/50 avec un débit maximal journalier de prélèvement fixé à 4320 m³/j ;• Si (MIASAMICA)/50 ≥ Dsavoureuse > (MIASAMICA)/65 avec un débit maximal journalier de prélèvement fixé à 3480 m³/j ;• Si (MIASAMICA)/65 ≥ Dsavoureuse > (MIASAMICA)/85 avec un débit maximal journalier de prélèvement fixé à 2640 m³/j ; Si Dsavoureuse ≤ (MIASAMICA)/85 alors tout prélèvement (qui ne s'avère pas lié à la lutte contre un incendie) dans la rivière « La Savoureuse » est interdit. |
| Constats : L'exploitant relève quotidiennement sur internet le débit de la rivière au droit de la station de |

| |
|--|
| <p>GIROMAGNY et le reporte dans un fichier Excel, qui permet d'avoir instantanément la valeur transposée du débit au droit du site SAMICA.</p> <p>Le jour de l'inspection, la valeur relevée au niveau de la station de GIROMAGNY est de 72l/s. Le débit transposé au droit du site est de 142,3 l/s, valeur supérieure au seuil "MIA/30 de 98l/s.</p> <p>Dès lors, au regard des dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 20/02/2015 prises dans le cadre de la problématique du débit réservé de la rivière La Savoureuse l'exploitant n'a pas de contraintes spécifiques en terme de prélèvement d'eau dans cette rivière et pourrait continuer à fonctionner avec 6 équipes semaines hautes au niveau de ces 2 machines.</p> <p>L'exploitant indique que depuis le début du mois de juillet de cette année, le pompage moyen (sur les jours travaillés) est de 2373 m3/j.</p> <p>L'exploitant précise qu'au cours de l'épisode de sécheresse de l'année 2021, il s'est trouvé dans une configuration où après les congés estivaux habituels sur ce site, il a dû poursuivre l'arrêt de l'activité car il ne pouvait effectuer du pompage dans la rivière sans risquer d'endommager les pompes (cavitation). Il a donc mis en place du chômage pendant plusieurs jours, alors que du point de vue purement calculatoire, le débit transposé au site sur la base du débit relevé au droit de la station de Giromagny n'était pas inférieur au seuil "MIA/85", valeur sous laquelle, du point de vue de la problématique du débit réservé, tout prélèvement (autre que ceux lié à la lutte contre un incendie) dans la rivière est interdit.</p> <p>Lors de cette épisode de sécheresse de 2021, les deux affluents de la Savoureuse entre GIROMAGNY et VALDOIE (le ruisseau du Verboté et le Rhône) se sont asséchés plus rapidement que la Savoureuse, si bien que la formule permettant de transposer le débit de la station de GIROMAGNY au droit du site de SAMICA s'est avérée non adaptée pour cette situation.</p> <p>Observations : Dans le cas où une situation similaire à celle de la sécheresse de 2021 se reproduit, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la formule de transposition utilisée jusqu'à présent ainsi qu'une proposition de formule modifiée permettant de transcrire du mieux possible le phénomène rencontré.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Adaptations des prélèvement en cas de sécheresse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 4.1.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Études de recyclage |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de sécheresse, l'exploitant doit veiller à respecter les dispositions de l'article 4.1.1 du présent arrêté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • adaptant, en fonction des commandes, les programmes de fabrication pour une planification des productions les moins utilisatrices en eau, • limitant les changements de fabrication pour réduire le nombre de nettoyages, • effectuant la majorité des installations sur circuit fermé, • réduisant les volumes de fabrication par, si nécessaire, réduction du nombre d'équipes. <p>Un délai maximal de 72 heures après passage du débit de la rivière « La Savoureuse » en dessous de l'un des seuils MIA/30, MIA/50 et MIA/65 fixés à l'article 4.1.1. du présent arrêté est toléré pour la mise en place de la réduction du nombre d'équipes permettant d'assurer le respect des dispositions de l'article 4.1.1. du présent arrêté.</p> <p>Un délai maximal de 12 heures après passage du débit de la rivière « La Savoureuse » en dessous du seuil de MIA/85 fixés à l'article 4.1.1. du présent arrêté est toléré pour la mise en place de l'arrêt</p> |

| |
|---|
| complet des installations de production de l'usine SAMICA. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit le "mémo Chefs d'équipe" qu'il a signé le 20 juin 2023 (document devant être diffusé par les chefs d'équipe à tous leurs collègues d'équipe) et dans lequel il rappelle les mesures à prendre dans le cadre de la mise en Alerte Niveau 1 du Territoire de Belfort, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> - stopper le nettoyage à l'eau des sols (sauf nettoyages de sécurité pour éviter toute chute sur sol glissant), - nettoyage à la station uniquement par eau de recyclage, - limiter tant que possible les apports en eau en ajustant les débits tout au long du process de trituration et de machine. <p>Depuis cette date l'exploitant a, de plus, privilégié les fabrications de papier 32 qui utilisent une forte proportion d'eau recyclée afin de limiter les pompages dans la rivière.</p> <p>L'exploitant tient à préciser que le marché du papier mica évolue et de manière générale les papiers 32 et 52 (pouvant être fabriqué avec une part plus importante d'eaux recyclées) concernent une part de plus en plus importante du marché, limitant de fait les possibilités de planification des productions.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Études de recyclage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 4.1.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Études de recyclage |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit poursuivre ses études et tests « Pilote » pour limiter la consommation d'eau de la Savoureuse par augmentation du recyclage des eaux industrielles.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant rappelle que dès l'année 2015, des travaux ont été effectués sur le système de recyclage avec la suppression du réseau de canalisations souples au profit d'un réseau rigide, qui avait permis une amélioration des performances de notre système permettant une utilisation plus importante tout au long de l'année, une limitation des problèmes de fuites et une limitation des pertes de charge. En 2014, le volume additionnel d'eau recyclée représentait 14 % du volume prélevé, alors qu'au bilan de l'année 2015, ce volume d'eau recyclé avait été augmenté de presque 80 % pour représenter 25% du volume pompé dans la source.</p> <p>L'exploitant indique que le seul test pilote ayant abouti à un résultat positif en terme de recyclage permanent plus performant que celui existant (test utilisant des filtres métalliques de conception suédoise) n'a pas été mis en place sur le site du fait en particulier du coût économique associé à toutes les modifications nécessaires sur le site.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Exemption AP Cadre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des disposition quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent.</p> |

| |
|---|
| <p>Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau.</p> <p>Les restrictions ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Outre le fait que les activités du site dispose d'un arrêté préfectoral fixant des disposition quantitatives spécifiques à la sécheresse (Cf point n° 3), l'exploitant a progressivement mis en place des mesures de réduction de ses besoins en eaux [mise en place d'un recyclage additionnel (par rapport au recyclage prévu à la conception des installations du site), passage de canalisation souple à rigide,...).</p> <p>Afin de pouvoir justifier que les procédés mis en place pour son activité permettent de réduire au minimum les besoins en eau, il est demandé à l'exploitant, de fournir sous 4 mois, à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, un bilan des actions étudiées pour limiter ses prélèvements dans la Savoureuse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en précisant pour les actions mises en place, les gains obtenus, - en argumentant les raisons qui ont conduit à écarter les autres. <p>Ce bilan sera complété par l'analyse de la possibilité d'une utilisation d'eau de récupération de pluie et distinguera les actions pérennes qui permettent de limiter en toute période les prélèvements d'eaux dans la Savoureuse, des actions à mettre en place possiblement qu'en cas de crise hydrologique.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 6 : Registre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> - registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant effectue un suivi quotidien du débit de la Savoureuse, les éléments sont reportés sur un fichier Excel.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Applicabilité AM sécheresse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p> <p>II. - Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> |

- prélèvement d'eau : les prélèvements, en mètres cubes par jour, effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion des prélèvements en milieu marin, de la récupération d'eau de pluie en vue de sa réutilisation selon les dispositions de l'arrêté du 21 août 2008 susvisé et de l'eau issue des matières premières ;
- consommation d'eau : le volume d'eau prélevé, tel que défini ci-dessus, duquel est soustrait le volume en mètres cubes par jour rejeté, directement ou indirectement, dans la même masse d'eau. Pour le présent arrêté, le prélèvement dans le réseau d'adduction (eau potable) n'est pas considéré comme étant effectué dans la même masse d'eau que le rejet. Dans le cas où, au sein d'une même masse d'eau, le volume rejeté est supérieur au prélèvement d'eau, la consommation d'eau est considérée comme nulle ;
- eaux de processus recyclées : eaux qui ont été utilisées au cours d'une étape du processus industriel d'une installation, collectées directement après cette étape pour une réutilisation dans le processus industriel de cette même installation, avec ou sans nécessité d'un traitement préalable ;
- eaux issues des matières premières : eaux étant à l'origine un constituant d'une matière première, qui en ont été extraites au cours d'une étape du processus industriel d'une installation, pour être réutilisées au cours du processus industriel de cette même installation, avec ou sans nécessité d'un traitement préalable ;
- eaux réutilisées : désignent les eaux issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées ;
- eaux usées : l'ensemble des effluents et autres rejets liquides générés par une installation mentionnée au I. Elles sont notamment constituées des eaux issues du processus industriel du site, des opérations de nettoyage des locaux et des équipements, ainsi que des rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées ;
- eaux usées traitées recyclées : les eaux usées issues d'une installation impropres à la consommation humaine, traitées en vue de leur réutilisation au sein de cette même installation ;
- masse d'eau : une partie distincte et significative d'eau superficielle ou souterraine, d'origine naturelle ou artificielle, à laquelle est associée un classement selon les dispositions de l'arrêté du 12 janvier 2010 susvisé ;
- matière première d'origine agricole périssable : toute matière première d'origine agricole qui peut devenir dangereuse, notamment du fait de son instabilité microbiologique, lorsque la température de conservation n'est pas maîtrisée ;
- période de sécheresse : période durant laquelle est applicable un arrêté de restriction instaurant un niveau de gravité (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) mentionné à l'article R. 211-66 du code de l'environnement à l'échelle d'une zone d'alerte telle que définie à l'article R. 211-67 du code de l'environnement.

III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.

Constats :

Au regard du champ d'application défini à son article 1, l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, s'applique aux installations exploitées par la société SAMICA sur son site de VALDOIE.

Concernant la disposition du III de cet article 1, il est rappelé qu'il a été vérifié au point 5 du présent rapport l'applicabilité de l'AP Cadre du 12/06/2023 aux installations de ce site.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Exemption AM

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement |
| <p>Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p> <p>Constats : D'après l'exploitant, les installations et activités exploitées par SAMICA sur le site de VALDOIE utilisent de l'ordre de 50 % d'eaux réutilisées par rapport aux prélèvements d'eau dans la Savoureuse et précise qu'une part importante de cette réutilisation tient à la conception des installations du site.</p> <p>Cependant l'exploitant n'a pu justifier précisément ce pourcentage de réutilisation.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 4 mois à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement des éléments précis, tels que prescrits au dernier alinéa de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, permettant de justifier cette réutilisation globale (cumul du recyclage intrinsèque aux installations et du recyclage par lagunage pour la fabrication de certains types de papiers) importante de l'eau prélevée dans la Savoureuse sur le site sur la base notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de schéma de circulation de l'eau au sein des installations, |

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - des débits relevés ou évalués au regard des capacités des pompes ou calculés en différentes zones du process, - des éléments mentionnés dans le bilan demandé au point de constat n° 5 du présent rapport |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 4 mois |